
3.8. AUDIT APPROFONDI INTERMÉDIAIRE DE L'ENTITÉ

3.7.1 Objectif de l'audit approfondi

Lorsque le suivi des indices d'une entité annuels conclut que la mise en œuvre des actions ne permettra pas à l'entité d'atteindre ses objectifs et/ou que sa matrice ECA ne reflète plus la situation réelle, l'entité, la fédération ou le comité directeur peuvent demander la réalisation d'un audit approfondi intermédiaire de l'entité.

Sauf avis formel du Comité Directeur, cet audit n'est pas obligatoire.
Ce nouvel audit approfondi correspond au même type de travail que celui réalisé pour l'audit initial bien que sensiblement moins lourd (car l'essentiel reste identique

Un tel audit et en particulier le fait qu'il puisse être subsidié est soumis à l'accord du Comité Directeur de l'accord de branche qui se prononce sur base de l'avis de l'expert technique.

3.7.2 Contenu de l'audit approfondi

3.7.2.1. Année de référence

L'année de référence reste formellement l'année 2005, sauf si une demande de dérogation a été obtenue auprès du comité directeur voir chapitre 3.1.4.1 Année de référence.

Par contre, il est recommandé d'établir de nouvelles consommations et émissions spécifiques plus récentes, par exemple celles de l'année intermédiaire, pour calculer les indices AEE, ACO2.

3.7.2.2. Tableau de consommation ECA

Lorsque l'activité de l'entité a fortement évolué depuis l'année de référence, il est recommandé d'utiliser la méthodologie décrite ci-dessous. Cette évolution peut se présenter dans les cas suivants :

- évolution significative des quantités produites (par exemple plus de 25%) ;
- évolution significative du mix produit, du mix énergie (par exemple plus de 25%) ;
- évolution significative des consommations théoriques de référence (par exemple plus de 25%) ;
- les améliorations réalisées dans le passé ont disparu car elles portent sur des usages énergétiques qui ont eux-mêmes disparu (la suppression définitive d'une ligne de production, l'abandon d'un produit, la délocalisation d'une partie de la production, ...) ;
- les données utilisées pour reconstruire l'année de référence sont trop incertaines ;
- etc...

L'évaluation approfondie devra notamment remettre à jour la structure du tableau de consommation pour tenir compte de l'ensemble des usages existant lors de la réalisation de l'évaluation approfondie (intégration complète des nouveaux entrants et suppression des sortants).

3.7.3 Réévaluation de l'objectif

L'objectif à atteindre au terme de l'accord de branche pourra ainsi être réévalué le cas échéant suivant la méthodologie décrite ci-dessous.

L'objectif révisé 2020 sera constitué de 2 termes ci-dessous :

- a. L'effort du passé de la 1^{ère} période (2005 – réf1)
- b. Le potentiel d'amélioration (réf1 - 2020).

Où réf1 est l'année intermédiaire utilisée dans l'audit approfondi initial

- a. L'effort du passé de la première période (2005 – réf1)

Les flux d'énergies de l'année 2005 étant trop différents de l'année la plus récente, l'entité choisit l'année intermédiaire ayant servi pour l'audit approfondi initial comme nouvelle année de référence (réf1). Dans ce cas, la contribution du passé à son objectif est celle résultant de l'audit approfondi initial.

Ce gain résultant de l'effort du passé ne sera pas réévalué lors de l'audit approfondi intermédiaire mais contribuera à l'atteinte de l'objectif final de l'entité.

L'effort passé validé (2005 - réf1) est le gain résultant des pistes R ou de l'AEE/ACO2 réalisés entre l'année de référence et l'année intermédiaire, tel qu'il a été validé par le comité directeur lors de la réception de l'audit initial.

- b. Potentiel d'amélioration (réf1 – 2020)

Le potentiel d'amélioration de l'année intermédiaire à 2020 reprendra les gains globaux en énergie primaire et en CO₂ issus des pistes A présentant la classe 1 et la classe 2 ainsi que les pistes dites « forcées ».

L'objectif 2020 sur l'AEE sera donc :

$$Objectifs_{2020} = \text{Effort passé validé (réf – réf1)} + \frac{\sum Gain(Ep)_{A1,A2,forcées}}{Ethéo_{récent}}$$

Où Effort passé validé (réf-réf1) est le gain résultant des pistes R ou de l'AEE/ACO2 réalisés entre l'année de référence et l'année intermédiaire.

$\sum Gain(Ep)_{A1,A2,forcées}$ est la somme des gains énergétiques issus des pistes A1, A2 et forcées résultant du plan d'actions mis à jour en 2016.

$Ethéo_{2016}$ est l'énergie théorique pour l'année la plus récente calculé comme suit :

$$Ethéo_{récent} = \sum_{i=1}^n CS_i^{réf1} \times IA_i^{récent} \text{ (en GJp)}$$

$CS_i^{réf1}$ est la consommation spécifique de l'usage i calculée **pour l'année intermédiaire** choisie lors de l'audit approfondi initial.

pour $i = 1, \dots, n$ (n étant le nombre d'usages de l'année la plus récente).

Dans cette définition, bien que les données de référence aient changées (l'année intermédiaire plutôt que l'année de référence initiale), l'année de référence pour l'accord de branche reste bien formellement l'année initiale (2005). Cette situation rejoint le cas particulier présenté au chapitre 3.2.3 lorsque l'année de référence est différente de l'année 2005 :

Pour réaliser le suivi d'une année t postérieure à 2012 et obtenir une image correcte du suivi entre 2005 et l'année t, on ajoute alors à l'indice global 2005 – année récente, l'indice global année récente – année t.

Notons que dans la plupart des audits initiaux ADB2 de qualité, $CS_i^{réf1}$ sont disponibles, suivant en cela notre recommandation du chapitre 3.2.3. :

Toutefois, même si le calcul des indices n'impose pas d'établir un tableau des consommations chaque année, il est souhaitable de le faire dans le but d'obtenir un suivi de qualité, permettant notamment d'interpréter correctement les améliorations ou dégradations globales des indices de l'entité examinée.

3.7.4 Suivi annuel des indices

L'indice d'amélioration en énergie primaire de l'entité au cours de l'année t se calcule alors comme :

$$AEE_t = \text{Effort passé validé (réf – réf1)} + \left(1 - \frac{E_{tot}^t}{\sum_{i=1}^n CS_i^{réf1} \times IA_i^t} \right) \quad (\text{en } \%)$$

Où réf est l'année de référence de l'audit approfondi initial (souvent 2005)

réf1 est l'année intermédiaire de l'audit approfondi initial (souvent 2012)

Bien que l'« effort passé validé (réf – réf1) » soit une valeur figée en %, les fédérations devront chaque année convertir ce pourcentage en énergie en tenant compte de l'énergie théorique de l'entité pour pouvoir consolider les résultats sectoriels. .